

Grèce

Tsipras s'attaque à la crise humanitaire

Le premier ministre veut aller vite et faire adopter des lois sociales avant l'Eurogroupe, lundi

Effy Tselikas Athènes

«Vous devriez avoir honte.» La jeune députée Syriza Olga Gerovasilis ne peut contenir sa colère lors de la matinale d'une chaîne de télévision grecque. Elle ne cesse d'être interrompue par le porte-parole du parti conservateur ergo-tant sur les détails des nouvelles lois présentées ces jours-ci afin de s'attaquer à la crise humanitaire. «Vous avez transformé ce pays en un champ de ruines, après cinq années d'ajustement structurel imposé par la troïka: un PIB amputé de 25%, plus de 1,2 million d'emplois détruits, un Grec sur quatre sous le seuil de pauvreté,



La priorité du gouvernement Tsipras (au centre) n'est pas la même que celle du gouvernement précédent et des dirigeants européens.

des enfants qui vont à l'école sans manger. Et vous voulez que nous restions les bras croisés...» Anastasia, elle, sourit à l'annonce de l'aide alimentaire don-

née à 300 000 Grecs. Grâce à cette mesure qui touche les plus démunis, cette jeune femme divorcée va enfin nourrir correctement ses deux enfants. Profes-

seure de piano, elle a tout perdu le jour où les conservatoires municipaux ont fermé leurs portes. Elle attend désormais l'allocation de chauffage que le gouvernement a promis d'ici à la fin du mois (un million de demandes cet hiver, le double de l'an passé). Chez ses voisins chômeurs de longue durée, l'électricité coupée pour cause d'impayés va bientôt être rétablie. Leur fils pourra à nouveau jouer sur l'ordinateur. Pendant des mois, cette famille a cuisiné et s'est chauffée grâce à un vieux poêle en fonte récupéré chez leurs grands-parents. Avec un peu de chance, le couple aura aussi droit à une aide au logement. Le coût global de ce dispositif d'aides sociales, inscrit dans le programme électoral de Syriza, est estimé à environ 200 millions d'euros. Ces dépenses seront financées directement sur le budget de l'Etat et non par le plan

d'aide. Le nouveau gouvernement considère qu'il n'a pas à obtenir l'approbation des institutions. Il joue de ce que l'émblématique ministre des Finances, Yanis Varoufakis, a appelé «l'ambiguïté constructive de l'accord». Mais il doit faire vite. Avant la fin de la semaine, il va s'attaquer au surendettement qui frappe près d'un million de foyers. Une réglementation dite express permettra l'effacement de toutes les pénalités en cas de paiement immédiat de la dette. Sinon un échelonnement jusqu'à 100 traites sera mis en place et fera rentrer de l'argent dans les caisses de l'Etat. Autre immense soulagement: la levée des menaces de saisie de la résidence principale pour cause d'endettement. D'autres mesures ont été mises en place ces jours-ci, comme l'arrêt du paiement du forfait hospitalier de 5 euros et la validation automatique du livret de santé

pour les salariés et leurs ayants droit. Cela a d'ailleurs provoqué de grandes bousculades devant les centres de sécurité sociale, notamment de retraités peu enclins à la déclaration en ligne. On annonce aussi le rétablissement des conventions collectives de travail, le retour du salaire minimum en deux étapes à 751 euros, la fin des licenciements collectifs et la disparition de la taxe foncière, remplacée par un impôt progressif sur la fortune. Avec en toile de fond, la lutte contre la corruption et l'évasion fiscale. Cette «désobéissance contrôlée» à l'égard de la tutelle européenne démontre si nécessaire que la priorité du gouvernement Tsipras n'est pas la même que celle du gouvernement précédent et des dirigeants européens, qui répétaient hier encore, la nécessité d'appliquer les programmes en cours.

PUBLICITÉ

Taux bas!

Remplacer votre hypothèque en ligne.

Facilement et rapidement vers les taux bas.

www.homegate.ch

homegate.ch

L'hypothèque en ligne

powered by Zürcher Kantonalbank

Des mineurs arrivent en renfort pour aider aux recherches des collègues coincés dans la mine de Zassiadko, proche de Donetsk. AP

Un coup de grisou sème la mort dans le Donbass

Au moins 33 personnes auraient perdu la vie dans une mine de charbon située dans une zone tenue par les rebelles à l'est de l'Ukraine

Comme si la guerre ne suffisait pas. Ajoutant un drame au drame, une explosion de gaz dans la mine de Zassiadko, proche de Donetsk, dans l'est séparatiste de l'Ukraine, aurait fait au moins 33 morts hier matin.

Selon les responsables locaux, et alors que le cessez-le-feu reste fragile entre rebelles prorusses et forces ukrainiens, l'explosion dans cette mine proche de l'aéroport de Donetsk n'a aucun lien avec le conflit. Une précision importante, si l'on rappelle que cette zone a été le théâtre d'intenses combats, de mai dernier jusqu'à sa reprise par les rebelles en janvier.

Cela dit, et pour couper court à toutes les spéculations, un haut responsable de l'administration de la République populaire auto-proclamée de Donetsk, Maxime Lechtchenko, a affirmé dans la journée que «230 personnes se trouvaient sous terre» au moment de l'explosion. Selon lui, «198 personnes ont été évacuées, dont un mort et 15 avec des blessures légères».

Cette déclaration était une manière de répondre aux affirmations du premier ministre ukrainien, Arseni Iatseniouk, qui, devant le parlement de Kiev, avait accusé dans la matinée «les terroristes russes» d'empêcher les secours d'approcher de la mine. En fin d'après-midi, séparatistes et autorités loyales à Kiev annonçaient que dix corps avaient été retrouvés. Mais «le sort de 23 autres mineurs restait inconnu», a ajouté l'administration.

Selon le spécialiste de l'Ukraine de la BBC, Olexiy Solohuenko, la guerre a complètement désorganisé le réseau des secours habituellement engagés dans ce genre de catastrophe. «Et il est peu probable que les rebelles se tournent vers Kiev et laissent passer les équipes de secours. Mais demanderont-ils de l'aide à Moscou?» s'interrogeait-il hier.

Bien que considérée comme l'une des plus modernes du bassin minier du Donbass, l'installation de Zassiadko, ouverte en 1958, a déjà été le théâtre de plusieurs drames. En novembre et décembre 2007, une série d'explosions y avaient fait 106 morts. Cinquante-cinq mineurs y avaient également été tués dans un coup de grisou en 2001 et 50 autres en 1999.

Enfin, précision non négligeable, la mine de Zassiadko est en partie propriété du député ukrainien Yukhym Zvyalhilsky, un petit oligarque local ancien allié de l'ex-président prorusse Viktor Ianoukovitch. Toujours selon la BBC, à la fin de l'an dernier, Zassiadko fournissait encore en charbon les entreprises du plus riche businessman de la région, Rinat Akhmetov. **Bernard Bridel**

Découvrez la galerie de photos sur

www.mine.tdg.ch